

## PREVISIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES A MOYEN TERME DE LA CEMAC (2007-2009)

Les perspectives économiques et financières de la CEMAC sur la période 2007-2009, laissent apparaître un ralentissement sensible de la croissance économique en liaison avec la baisse de la production pétrolière dans les Etats membres. Elles seraient principalement marquées par une moindre expansion des activités économiques, comparativement aux trois dernières années, une inflation maîtrisée, un renforcement de la monnaie ainsi qu'une bonne tenue des finances publiques et des comptes extérieurs courants.

Les principaux résultats attendus portent sur :

- Un *taux de croissance réel* en net repli par rapport aux performances des trois dernières années. Il se situerait à 2,1 % *en 2007*, de 2,9 % *en 2008* et de 2,6 % *en 2009*, à un niveau proche du taux de croissance démographique, et largement en deçà du seuil minimum de 7 % requis pour enclencher de manière décisive le processus de réduction de la pauvreté dans la Sous-région. L'évolution de l'activité économique s'expliquerait principalement par la vigueur de la consommation privée, associée à une quasi-stagnation des investissements bruts et un recul des exportations nettes. Du côté de l'offre, le secteur non pétrolier serait la locomotive de la croissance dans la Sous-région, avec une progression en termes réels de 3,4 % en 2007, 4,1 % en 2008 et 3,8 % en 2009. En revanche, le secteur pétrolier enregistrerait une évolution défavorable de son activité, le taux de croissance du PIB pétrolier s'établissant à - 5,3 % en 2007, - 3,9 % en 2008 et - 5,6 % en 2009, sous l'effet d'une baisse de la production pétrolière dans l'ensemble des pays producteurs de la CEMAC (cf. *Tableau A1*) ;
- Un *taux d'inflation* contenu autour de 2 % en moyenne annuelle sur toute la période, en liaison avec la poursuite de politiques budgétaires et monétaires prudentes et sous l'hypothèse du maintien des conditions favorables au niveau de l'offre de produits alimentaires ;
- Un excédent *budgétaire*, base engagements, hors dons, qui s'établirait à 8,2 % du PIB *en 2007*, 7,2 % du PIB *en 2008* et 6,6 % du PIB *en 2009*, soit une moyenne de 7,5 % du PIB au cours de la période, contre 8,3 % attendu en 2006. Dans l'ensemble, le repli des recettes budgétaires d'origine pétrolière, de 16,5 % du PIB en 2006 à 13,3 % en 2009, serait partiellement compensée par une progression des recettes non pétrolières, qui se hisseraient à 10,4 % du PIB en 2009 au lieu de 8,8 % envisagé en 2006, les dépenses publiques devant pour leur part se stabiliser autour de 17 % du PIB (cf. *Tableaux 7 et A2*) ;
- Un *solde extérieur courant* positif en 2007 (3 % du PIB) qui, après deux années consécutives d'excédent (3,3 % du PIB en 2005 et 5,3 % du PIB en 2006) redeviendrait déficitaire en *2009* (- 1,8 % du PIB). En particulier, l'impact favorable des marchés internationaux du brut s'estomperait progressivement eu égard au repli attendu des cours du baril<sup>1</sup>, en association avec la baisse de la production de pétrole brut, affectant ainsi les exportations ;
- Un *taux de couverture extérieure de la monnaie* en progression régulière, se situant à 93,8 % *en 2007*, 96 % *en 2008* et à 97,7 % *en 2009*. La poursuite de politiques monétaire et

---

<sup>1</sup> / Bien qu'en légère baisse sur la période, les cours de l'or noir sont toujours prévus à des niveaux relativement élevés.

budgétaire rigoureuses dans le cadre des programmes d'ajustement, de même que le rapatriement régulier des recettes d'exportation, les flux de capitaux privés et le soutien de la Communauté financière internationale, entretiendraient cette tendance.

Les principales hypothèses à la base de ces projections concernent, au niveau de l'environnement international, une dégradation des termes de l'échange, du fait essentiellement de **la baisse anticipée des cours du pétrole**, une stabilisation des cours du dollar américain vis-à-vis des autres grandes monnaies et une consolidation des relations avec la Communauté financière internationale. Ces résultats reflèteraient également, au plan sous-régional, **le renversement de tendance au niveau de la production pétrolière**, la bonne tenue du secteur non pétrolier, la poursuite des réformes macroéconomiques et structurelles par les États, ainsi que la consolidation de la paix dans l'ensemble des pays de la CEMAC.

La présente note s'articule en quatre parties. Elle expose tout d'abord les principales hypothèses retenues par rapport aux perspectives de l'environnement international (*I*) et sous-régional (*II*), avant de présenter les prévisions économiques et financières à moyen terme de la CEMAC pour la période allant de 2007 à 2009 (*III*) et de formuler quelques recommandations (*IV*).

## I. PERSPECTIVES DE L'ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

Les hypothèses relatives à l'environnement international concernent les perspectives d'évolution *i)* de l'économie mondiale, *ii)* des termes de l'échange, *iii)* des relations entre les pays de la CEMAC et la Communauté financière internationale, et *iv)* des flux nets de capitaux en direction de la Sous-région.

### 1. *Perspectives de l'économie mondiale*

Selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI) (septembre 2005), la croissance mondiale s'est située à 4,3 % en 2005, contre 5,1 % en 2004. Reflétant ce ralentissement, le taux de croissance des échanges commerciaux est revenu de 10,3 % en 2004 à 7,3 % en 2005. Dans les pays industrialisés, les tensions inflationnistes se sont légèrement accentuées avec la hausse des cours des hydrocarbures, surtout aux Etats-Unis, tout en restant néanmoins contenues, en relation avec la progression modérée des salaires. Pour l'année 2006, le taux de croissance de l'économie mondiale est projeté à 4,3 % par le FMI. Parallèlement, l'OCDE table sur un accroissement des échanges commerciaux de 9,1 %. Dans les pays de l'OCDE, le chômage serait de nouveau en recul et la hausse des prix à la consommation resterait modérée. Toutefois, la hausse des prix du pétrole, l'aggravation des déséquilibres mondiaux et la remontée des taux d'intérêt à long terme dans les principaux pays industrialisés constituent autant de facteurs susceptibles de limiter l'ampleur de la croissance économique mondiale.

*Entre 2007 et 2009, la croissance mondiale* devrait se stabiliser, en liaison avec la consolidation, à un rythme toutefois moins soutenu, de la croissance chinoise, la hausse des taux d'intérêt en relation avec la mise en œuvre de politiques monétaires moins accommodantes et le resserrement des politiques budgétaires. Cependant, le repli des cours du pétrole brut, influencé par la stabilisation progressive de la situation en Irak, le recul de la demande chinoise et l'augmentation de l'offre de nouveaux pays producteurs, contribuerait à tempérer le ralentissement de la croissance mondiale. Le taux de croissance moyen s'établirait ainsi à 4,3 % sur cette période, comme en 2006 et en 2005 (*Tableau 1*).

S'agissant du niveau général des prix, *l'inflation mondiale* resterait modérée, en raison notamment du repli progressif des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, entre **2007 et 2009**, l'indice des prix à la consommation augmenterait très légèrement, s'établissant à 2,1 % contre 1,9 % en moyenne dans les principaux pays industrialisés et dans la Zone Euro, et à 2 % en France.

**Tableau 1. Perspectives de l'économie mondiale (2003-2009)**  
(Variations en pourcentage)

	2003	2004	2005 Est.	2006 Prév.	2007-2009 Prév.
<b>Croissance économique</b>					
Monde	3,0	5,1	4,3	4,3	4,3
OCDE	1,8	3,3	2,7	2,9	2,9
USA	1,9	4,2	3,6	3,5	3,6
France	1,1	2,1	1,6	2,1	2,2
Pays en développement	3,5	4,8	6,4	6,2	5,8
<b>Commerce mondial</b>	3,2	10,3	7,3	9,1	6,8
<b>Demande réelle mondiale</b>	1,7	2,1	3,4	2,7	2,9
<b>Inflation</b>					
OCDE	1,5	2,2	2,1	1,9	2,1
Zone Euro	2,3	2,1	2,2	2,1	2,1
France	1,9	2,3	1,9	1,7	2,0

Sources: Perspectives de l'économie mondiale, FMI (septembre 2005) et Perspectives économiques de l'OCDE (décembre 2005)

## 2. Perspectives d'évolution des termes de l'échange de la CEMAC<sup>2</sup>

Dans l'ensemble, les termes de l'échange de la CEMAC se détérioreraient sur la période 2007-2009, accusant une quasi-stagnation *en 2007* (+ 0,4 %) et un recul *en 2008* (- 3,7 %) et *en 2009* (- 2,7 %) (Tableau 2).

Cette évolution participerait principalement d'un repli des *prix à l'exportation* exprimés en F. CFA, avec un retrait marqué *en 2008* (- 2,8 %) et *en 2009* (- 1,6 %), sous l'effet principalement d'une baisse des prix du pétrole brut. En effet, au cours de la période sous revue, les cours mondiaux du pétrole brut reculeraient (- 0,9 % en 2007, - 4,8 % en 2008 et -4 % en 2009), annihilant ainsi l'impact favorable de la hausse des cours mondiaux du bois (+ 0,5 % en moyenne) et du manganèse (+ 0,4 % en moyenne) (Tableau 3). De leur côté, les prix des autres produits d'exportation de la Sous-région (coton, diamant, banane, etc.) évolueraient peu. Pour leur part, les *prix à l'importation* poursuivraient leur redressement (+ 1 % en moyenne chaque année), en liaison avec l'évolution de l'inflation importée, et ce en dépit de la légère tendance à la baisse du cours du *dollar américain*. La devise américaine se stabiliserait au cours de la période 2007-2009 autour de 538,5 FCFA en moyenne contre 541 FCFA en 2006 (- 0,5 %).

<sup>2/</sup> La principale source de ces projections est le *World Economic Outlook* (Perspectives de l'économie mondiale) publié par le FMI (livraison du mois de septembre 2005) et les *Perspectives économiques de l'OCDE* (livraison de décembre 2005).

Tableau 2. Données relatives à l'environnement extérieur de la CEMAC 2005-2009

	2005	2006	2007	2008	2009
	Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
<b>Prix des principaux produits d'exportation</b>					
Prix du baril de pétrole (brent en USD)	54,4	60,0	60,8	58,8	57,8
Prix du m3 de bois (en USD)	204,4	215,0	220,0	230,0	236,0
Prix de la livre de coton (en Cents)	54,0	59,5	60,3	59,0	58,0
Prix de la tonne d'aluminium (en USD)	1849,7	1818,8	1756,3	1700,0	1675,0
Prix de la livre de café (en Cents)	55,3	62,0	62,0	60,0	59,0
Prix de la tonne de cacao (en USD)	1628,4	1620,0	1650,0	1640,0	1630,0
Prix du carat de diamant (en milliers de FCFA)	85,6	93,5	95,2	96,8	98,7
Prix de la tête de bétail (en milliers de FCFA)	284,5	290,2	296,0	301,9	308,0
Prix de la livre de banane (en USD)	10,8	10,6	10,6	9,9	10,1
Prix de la livre de caoutchouc (en Cents)	67,6	68,8	68,0	65,0	64,0
Prix du kg de sucre (en cents/livre)	8,6	9,5	9,5	9,5	9,5
Cours du dollar américain (FCFA)	528,0	541,0	540,0	538,2	537,1
Cours du baril de pétrole (en dollar américain) <sup>(1)</sup>	54,4	60,0	60,8	58,8	57,8
Variation des termes de l'échange	28,5%	10,0%	0,4%	-3,7%	-2,7%
Variation des prix à l'exportation	36,2%	13,2%	1,5%	-2,8%	-1,6%
Variation des prix à l'importation	6,0%	2,9%	1,0%	1,0%	1,1%

Sources: Administration, FMI et BEAC

(1) : Il s'agit du cours moyen des trois principaux types de pétrole brut (Brent, Wti et Dubaï).

Tableau 3. Contribution à la variation des termes de l'échange (2002-2009)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
				Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
Pétrole brut	3,4	2,1	12,2	27,7	8,7	-0,9	-4,8	-4,0
Cacao	1,1	-0,4	-0,5	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1
Café	-0,3	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Coton - fibre et dérivés	-0,4	-0,1	-0,3	0,0	0,1	0,1	0,0	0,1
Bois - grumes, sciages et dérivés	-0,2	-0,7	-1,3	-0,8	0,1	0,5	0,4	0,5
Aluminium - brut et dérivés	-0,2	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Caoutchouc naturel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banane	0,0	0,1	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Diamants - brut et taillés	-0,1	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0
Tabac	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Produits pétroliers	0,3	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Rondins d'eucalyptus	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Sucre	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Manganèse	0,1	-0,2	0,5	0,2	0,2	0,2	0,6	0,5
Uranium	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Méthanol	0,4	0,1	0,5	1,3	0,9	0,2	-0,1	-0,1
Bétail	0,2	1,2	0,0	-0,1	-0,1	0,1	0,1	0,1
<b>Termes de l'échange</b>	<b>4,4</b>	<b>2,1</b>	<b>10,6</b>	<b>28,5</b>	<b>10,0</b>	<b>0,4</b>	<b>-3,7</b>	<b>-2,7</b>

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

Selon une approche par Etat, les pays pétroliers (Cameroun, Congo, Gabon, Guinée Equatoriale et Tchad), du fait du recul des prix du baril de pétrole brut, enregistreraient une dégradation des termes de l'échange sur la période, à l'exception de l'année 2007 où ceux-ci stagneraient quelque peu (Tableau 4). A l'inverse, la RCA, seul pays non pétrolier de la CEMAC, observerait une appréciation des prix relatifs de ses courants d'échanges commerciaux (+ 2,6 % en 2007, +2,9 % en 2008 et + 1,2 % en 2009), tirée essentiellement par la bonne tenue des prix du bois, et

dans une moindre mesure, du coton et du diamant. De plus, le repli des cours du pétrole favoriserait cette évolution.

**Tableau 4. Evolution des termes de l'échange de la CEMAC (2002-2009)**  
(Variations en pourcentage)

	2002	2003	2004	2005 Estim.	2006 Prév.	2007 Prév.	2008 Prév.	2009 Prév.
Cameroun	5,6	-10,9	10,0	41,6	13,9	-0,2	-12,6	-8,0
République Centrafricaine	-17,0	4,0	-4,9	-2,8	2,4	2,6	2,9	1,2
Congo	7,3	6,6	7,4	31,7	10,6	0,5	-4,6	-2,7
Gabon	3,5	2,1	15,0	30,6	10,2	-0,1	-6,4	-8,3
Guinée Equatoriale	2,0	1,0	13,0	40,5	10,6	0,1	-4,7	-3,1
Tchad	-15,1	34,4	3,0	29,4	11,7	0,5	-4,8	-3,0
CEMAC	4,4	2,1	10,6	28,5	10,0	0,4	-3,7	-2,7

Source : BEAC, programmation monétaire

### 3. *Perspectives d'évolution des relations des pays de la CEMAC avec la Communauté financière internationale*

Les prévisions à moyen terme tablent sur un renforcement des relations des pays de la CEMAC avec la Communauté financière internationale<sup>3</sup>, condition *sine qua non* d'une mise en œuvre effective des réformes macroéconomiques engagées dans le cadre des programmes d'ajustement.

Il convient à ce propos de souligner qu'au sein de la CEMAC, s'agissant de l'Initiative en faveur des pays pauvres très endettés (PPTE), seuls deux pays (Cameroun et Tchad) ont déjà atteint le point de décision de l'Initiative, respectivement en octobre 2000 et en mai 2001. Ces deux pays exécutent des programmes triennaux au titre de la FRPC, qui devraient leur permettre d'atteindre le point d'achèvement de l'Initiative PPTE au cours du premier semestre 2006 pour le premier et un peu plus tard dans l'année pour le second. Le Congo pourrait accéder au point de décision au courant de l'année 2006 en cas d'exécution satisfaisante des mesures préalables, au double plan macroéconomique et structurel. De son côté, la RCA, en cas de mise en œuvre concluante de son deuxième programme d'urgence post-conflit signé avec le FMI en février 2006, pourrait bénéficier au cours du second semestre 2006, d'un programme pluriannuel au titre de la FRPC qui lui ouvrirait l'accès au point de décision de l'Initiative PPTE en 2007. S'agissant du Gabon, après l'exécution satisfaisante en 2005 de son programme stand-by de 14 mois avec le Fonds Monétaire International, des négociations sont en cours en vue de la mise en place d'un programme triennal. Pour sa part, la Guinée Equatoriale poursuit ses discussions avec le FMI dans le cadre notamment des Consultations au titre de l'Article IV des Statuts du Fonds.

Grâce à l'amélioration des relations avec la Communauté financière internationale, il est d'ores et déjà envisagé un retraitement complet, au cours de l'année 2006, de l'ensemble des arriérés extérieurs des pays de la CEMAC (1 775,2 milliards). En outre, traduisant notamment les efforts engagés par les pays de la Sous-région pour consolider leurs finances publiques, les *besoins de financement* à combler par un recours à l'assistance de la Communauté financière internationale seraient peu élevés au cours de la période sous revue. Ils reviendraient en effet à 28,5 milliards *en 2007* (0,1 % du PIB), 41,1 milliards *en 2008* (0,2 % du PIB) et 51,3 milliards *en 2009* (0,2 % du PIB) et concerneraient seulement la RCA et le Tchad. De même, les mesures *d'allègement de la dette extérieure* seraient peu importantes sur cette période, portant sur 293,7 milliards *en 2007*, 209,1 milliards *en 2008* et 188,6 milliards *en 2009*<sup>4</sup> (Tableau 5). Elles interviendraient essentiellement au Cameroun, au Congo et au Tchad.

<sup>3</sup> / Le tableau A3 en annexe fait le point des relations des Etats avec les institutions de Bretton Woods.

<sup>4</sup>/ L'hypothèse est faite d'un retraitement de la quasi-totalité du stock d'arriérés extérieurs du Congo par allègement de la dette, particulièrement en 2006 dans le cadre de son programme d'ajustement structurel avec le

Tableau 5 : Arriérés de paiements extérieurs, allègements de la dette et gap de financement de la CEMAC (en milliards de FCFA)

	Apurement des arriérés de paiements			Allègements de la dette			Gap résiduel		
	2007	2008	2009	2007	2008	2009	2007	2008	2009
Cameroun	0,0	0,0	0,0	232,0	206,0	185,5	0,0	0,0	0,0
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	28,5	17,2	4,5
Congo	0,0	0,0	0,0	58,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	0,0	0,0	0,0	3,1	3,1	3,1	0,0	23,9	46,7
<b>CEMAC</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>293,7</b>	<b>209,1</b>	<b>188,6</b>	<b>28,5</b>	<b>41,1</b>	<b>51,3</b>
<i>en % du PIB</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>0,0</i>	<i>1,1</i>	<i>0,8</i>	<i>0,7</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>0,2</i>

Sources: Administrations nationales, FMI et services de la BEAC.

#### 4. Flux nets de capitaux

Les flux nets de capitaux longs seraient positifs sur la période, s'inscrivant à 852,1 milliards *en 2007* (3,2 % du PIB), 969,3 milliards *en 2008* (3,6 % du PIB) et 984,3 milliards *en 2009* (3,6 % du PIB) (Tableau A2 en annexe).

Cette tendance traduirait notamment une baisse des sorties nettes de capitaux publics grâce notamment à l'afflux des financements officiels dans le cadre des stratégies de réduction de la pauvreté engagées par les Etats avec le soutien de la Communauté financière internationale, la poursuite des financements privés étrangers dans le secteur non pétrolier (sylviculture, mines, services, etc.), ainsi qu'un repli des sorties nettes de capitaux à court terme.

## II. PERSPECTIVES DE L'ENVIRONNEMENT SOUS-REGIONAL

Le cadre d'analyse de l'environnement sous-régional s'articule principalement autour de la dynamique des secteurs pétrolier et sylvicole, compte tenu de leur poids dans les économies de la Sous-région, et de la mise en œuvre du *policy-mix* des Etats.

### 1. Dynamique des secteurs pétrolier et sylvicole

Sur la base des prévisions, les secteurs pétrolier et sylvicole continueraient d'influer de façon décisive sur le cadre macroéconomique de la Sous-région. En effet, nonobstant la baisse amorcée de la production pétrolière dans la CEMAC, celle-ci demeurerait prépondérante dans l'activité économique de la Zone. Ainsi, le *secteur pétrolier* participerait, en moyenne annuelle sur la période 2007-2009, à hauteur de 79,5 % des exportations de biens, de 59,4 % des recettes budgétaires et de 36,7 % du PIB (Tableaux 6 et 7). Quant au secteur sylvicole, il participerait à hauteur de 5,5 % des exportations sur la période et représenterait 1,2 % du PIB.

Tableau 6. Structure des exportations des pays de la CEMAC (2005-2009)

	Valeur					Part dans les exportations totales				
	(en milliards de F CFA)					(en pourcentage)				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Pétrole brut	10363,8	12264,3	11639,8	10778,7	9918,4	82,6	82,9	81,5	79,6	77,5
Produits forestiers(1)	583,5	650,9	694,5	738,1	780,5	4,7	4,4	4,9	5,4	6,1
Coton	125,2	149,9	152,2	152,5	155,9	1,0	1,0	1,1	1,1	1,2
Cacao	153,1	164,0	176,0	178,7	182,5	1,2	1,1	1,2	1,3	1,4
Café	49,0	57,8	58,5	57,6	57,8	0,4	0,4	0,4	0,4	0,5
Manganèse	184,4	226,0	246,9	320,9	376,3	1,5	1,5	1,7	2,4	2,9
Diamants	32,8	39,7	47,6	53,3	56,7	0,3	0,3	0,3	0,4	0,4
Autres exportations	1051,6	1234,3	1262,8	1268,5	1268,0	8,4	8,3	8,8	9,4	9,9
<b>TOTAL</b>	<b>12543,3</b>	<b>14787,0</b>	<b>14278,2</b>	<b>13548,4</b>	<b>12796,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources: BEAC, Administrations nationales

(1) Bois (grumes, sciages et dérivés), rondins d'eucalyptus et caoutchouc naturel

Tableau 7. Structure des recettes budgétaires dans les pays de la CEMAC (2005-2009)

	Valeur					Part dans les recettes totales				
	(en milliards de F CFA)					(en pourcentage)				
	2005	2006	2007	2008	2009	2005	2006	2007	2008	2009
Recettes pétrolières	3838,6	4347,7	4108,3	3883,8	3595,5	63,3	65,3	62,5	59,5	56,2
Recettes non pétrolières	2224,7	2314,0	2468,8	2640,5	2805,1	36,7	34,7	37,5	40,5	43,8
dont recettes fiscales	2030,9	2115,4	2267,5	2424,6	2574,5	33,5	31,8	34,5	37,2	40,2
<b>TOTAL</b>	<b>6063,2</b>	<b>6661,7</b>	<b>6577,1</b>	<b>6524,3</b>	<b>6400,6</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>

Sources: BEAC, Administrations nationales

Au plan de la production, l'évolution du secteur pétrolier serait marquée par une baisse régulière des quantités de brut produites (*Tableau A1 en annexe*). En effet, à l'exception d'un rebond de la production pétrolière au Congo en 2008 du fait de l'entrée en extraction du champ de Moho-Bilondo, et en dépit des efforts de stimulation des puits pétroliers au Cameroun et au Gabon, la production de pétrole brut dans la CEMAC reculerait de façon continue dans tous les pays en l'absence de nouvelles découvertes majeures. Celle-ci reviendrait de 59,3 millions de tonnes en 2006 à 55,6 millions en 2007, 53,6 millions en 2008 et 50,6 millions en 2009, soit un recul de 14,7 % en trois ans. La Guinée Equatoriale demeurerait le premier producteur de la Sous-région, devant le Congo, le Gabon et le Tchad.

Plus particulièrement, le rythme de production pétrolière en *Guinée Equatoriale* amorcerait un déclin en 2007 après un pic à 18,6 millions de tonnes enregistré en 2006. Elle reviendrait ainsi à 17,8 millions de tonnes en 2007, 17 millions de tonnes en 2008 et 16,2 millions de tonnes en 2009, représentant 32 % de la production sous-régionale au terme de la période sous revue. L'évolution de la production pétrolière bénéficierait cependant des travaux d'extension du champ Zafiro, de la mise en exploitation des champs Okoumé et Oveng et de la progression de la production des gisements du champ Alba. Par ailleurs, la production de méthanol se replierait également sur la période (- 4,2 % en trois ans). Au *Congo*, la production fléchirait de 15,1 % en 2007, à 11,8 millions de tonnes, avant de rebondir en 2008 suite à la mise en production du champ de Moho-Bilondo (90 000 barils par jour), pour se stabiliser autour de 13 millions de tonnes en 2009. Cette évolution résulterait du maintien des performances du champ Mboundi (ZETAH), de la poursuite des investissements pour stabiliser la production ou limiter le déclin de certains champs, et de l'entrée en production de nouveaux champs



(notamment Nsoko et Moho-Bilondo par TOTAL, Tilapia et Marine III par Prestoil). Au Tchad, la production des gisements de Doba (Miandoum, Komé et Bolobo) reviendrait à 8,6 millions de tonnes en 2007 avant de se stabiliser à 7,7 millions de tonnes par an au cours des deux dernières années.

Parallèlement, au Gabon, après une stabilisation enregistrée au cours de la période 2003-2006, grâce notamment à la stimulation intensive des vieux champs pétroliers, le repli tendanciel de la production se poursuivrait, pour s'établir à 12,9 millions de tonnes en 2007, 11,2 millions de tonnes en 2008 et 9,8 millions de tonnes en 2009, soit un recul sensible de 27,4 % en trois ans. Cette tendance, qui tiendrait essentiellement au vieillissement des champs de Rabi-Kounga et de Mandji et à l'absence de nouvelles découvertes significatives, serait toutefois atténuée par l'exploitation de petits champs (Toucan, Baudroie, Etamé et Avocette), rendus rentables par la forte progression des cours du pétrole brut sur les marchés internationaux. Enfin, au Cameroun, la production demeurerait modeste en raison du faible rendement des puits. Néanmoins, grâce aux investissements de stimulation programmés dans les puits en déplétion, ainsi qu'à la mise en production de nouveaux champs marginaux découverts récemment dans les principaux bassins sédimentaires du pays, cette baisse serait quelque peu contenue. En définitive, la production reviendrait de 4,5 millions de tonnes en 2006 à 3,9 millions de tonnes trois ans plus tard.

Pour sa part, le secteur sylvicole enregistrerait une forte progression sur la période grâce au raffermissement de la demande et des cours mondiaux. La production globale de grumes, de sciages et dérivés de la CEMAC s'établirait ainsi à 7,9 millions de m<sup>3</sup> en 2009, contre 7,3 millions de m<sup>3</sup> trois ans plus tôt (+ 9,3 %).

Ainsi, au Congo, la production de grumes devrait s'accroître au cours de la période (+ 7,7 %) suite au maintien du niveau d'activité des sociétés et à l'entrée en fonction de nouvelles unités forestières qui bénéficieraient de la mise en valeur de nouvelles UFA (Unités Forestières d'Aménagement) et UFE (Unités Forestières d'Exploitation). Le secteur sylvicole tirerait notamment profit de l'accroissement des investissements destinés à renforcer le degré d'industrialisation des unités forestières (en conformité avec le nouveau code forestier), de la mise en valeur de nouvelles UFA par les sociétés COFIBOIS (exploitation du permis dans le Mont Bamba dans le département du Kouilou), ROUGIER CONGO (permis à Mokabi et Loubonga dans le département de la Likouala), SEFYD (dans la Sangha) et CIB (Loundoungou dans la Likouala) et de nouvelles UFE (Nkola par la société FORALAC dans le Kouilou). L'amélioration de la fourniture d'électricité et des infrastructures routières, portuaires (rénovation des ports maritime de Pointe-Noire et fluvial de Brazzaville), et ferroviaires (mise en concession du CFCO) participeraient également à cette évolution. De même, en RCA, la production de grumes progresserait rapidement (+ 20,8 %) grâce à la mise en œuvre, par les Autorités et les opérateurs de la filière, des mesures de valorisation et d'utilisation optimale et durable des potentialités en ressources forestières. Au Cameroun, la production de grumes progresserait de 6,1 %, avec la reprise attendue de la délivrance des permis de coupe et la poursuite de l'industrialisation de la filière, qui se traduirait notamment par la construction de nouvelles unités de troisième transformation du bois. Dans le même temps, au Gabon, le secteur sylvicole enregistrerait une augmentation de 18,9 % de la production de bois, à la faveur essentiellement de la fin du monopole de la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) sur l'Okoumé et l'Ozigo.

En revanche, la production de bois fléchirait en Guinée Equatoriale, où la sylviculture enregistrerait une baisse constante de ses activités (- 26,4 % sur la période) en relation avec la poursuite de l'application du Code forestier, dont l'objectif principal vise à ramener, à moyen terme, la production de grumes à un niveau soutenable pour sauvegarder l'écosystème du pays.

## **2. Orientation à moyen terme du policy-mix**

L'orientation du policy-mix dans la Sous-région serait caractérisée par des politiques budgétaires et une politique monétaire prudentes, ainsi que par la poursuite de la mise en œuvre des réformes économiques et structurelles dans le cadre des programmes d'ajustement.

Elle permettrait ainsi aux Etats membres de promouvoir une croissance saine et soutenue dans un environnement macroéconomique stable et propice à la consolidation de la monnaie commune. Par ailleurs, l'élaboration effective, au cours de la période sous revue, des programmes triennaux de convergence, prévue dans le cadre des travaux de la surveillance multilatérale, contribuerait à renforcer la coordination des politiques budgétaires dans la Sous-région.

### III. RESULTATS PREVISIBLES EN 2007-2009

Sous les hypothèses décrites ci-dessus, les principaux résultats économiques et financiers attendus entre 2007 et 2009 sont les suivants :

La *croissance économique* enregistrerait un ralentissement sensible sur toute la période, le taux de progression du PIB réel étant prévu à 2,1 % *en 2007*, 2,9 % *en 2008* et 2,6 % *en 2009* (Tableau 8). Cette évolution serait principalement la conséquence de la baisse marquée de la production pétrolière dans la Sous-région. Toutefois, cette tendance serait quelque peu tempérée du fait de la vigueur de la demande intérieure, tirée par le dynamisme de la consommation privée. L'évolution favorable des dépenses des ménages bénéficierait des créations d'emplois attendues du lancement des grands chantiers de construction des infrastructures, ainsi que de la prise en solde des enseignants recrutés au cours des dernières années au Cameroun, aux recrutements dans les secteurs prioritaires (éducation, santé, environnement et forêt) dans la plupart des pays de la Sous-région, à la revalorisation des salaires de certaines catégories de fonctionnaires au Tchad, à la relance des activités industrielles et commerciales, aux efforts de paiement régulier des salaires par l'Etat en République Centrafricaine, à l'évolution positive des activités dans les secteurs forestiers, ainsi que des services et des BTP au Gabon et en Guinée Equatoriale. En outre, la consommation privée bénéficierait de l'accroissement des revenus des paysans, qu'induirait la fermeté de la demande de produits vivriers et maraîchers dans les grandes villes, le lancement des projets de parcs nationaux, les résultats positifs des nombreux programmes de renforcement des capacités agricoles, pastorales et halieutiques, notamment en Guinée Equatoriale. En revanche, les investissements bruts contribueraient de façon marginale à la croissance, du fait essentiellement du recul des investissements du secteur pétrolier dans la plupart des pays, avec le fléchissement du niveau des dépenses d'exploration, de recherche et de développement des compagnies pétrolières. Toutefois, au Congo, les travaux de mise en production du champ de Moho-Bilondo contribueraient à tempérer cette évolution.

Les investissements publics pèseraient sur la croissance, en dépit de l'intensification des dépenses en capital dans certains pays. Ces ressources seraient consacrées à la mise en œuvre des grands travaux de l'Etat en matière d'infrastructures routières et de réhabilitation des pistes rurales, d'édification de nouveaux établissements scolaires, de réhabilitation d'hôpitaux et de centres de soins de santé primaire, de développement des réseaux électriques et hydrauliques, de modernisation des systèmes de télécommunications, ainsi que de rénovation et de modernisation de sites portuaires et aéroportuaires. Pour leur part, les investissements du secteur privé non pétrolier participeraient à la croissance de la Sous-région, du fait principalement de la réhabilitation du réseau de transport et de distribution de l'électricité ainsi que des travaux de construction du yard pétrolier de Limbé au Cameroun, de l'acquisition et du renouvellement des outils de production dans les secteurs de l'eau, des industries forestières et manufacturières dans tous les pays de la CEMAC, des travaux de construction de barrages hydroélectriques notamment celui d'Imboulou au Congo, de l'accroissement des capacités de production des entreprises des bâtiments et travaux publics, notamment en Guinée Equatoriale, de la réhabilitation des voies ferroviaires et des wagons, ainsi que de la réalisation des projets d'implantation et d'extension d'usines de transformation de bois, en particulier au Congo, des travaux de recherche et d'exploration minière en RCA et au Gabon, ainsi que de l'extension des réseaux de la téléphonie mobile dans tous les pays.

Du côté de l'offre, le secteur non pétrolier jouerait un rôle moteur, mais encore insuffisant, dans la croissance économique de la Sous-région, avec une progression en termes réels de 3,4 % en 2007, 4,1 % en 2008 et 3,8 % en 2009. Le dynamisme du secteur non pétrolier dans la CEMAC s'expliquerait par la vigueur du secteur agricole qui bénéficierait principalement du redressement des cultures vivrières et maraîchères du fait du retour à de bonnes conditions climatiques, de l'accroissement des superficies

cultivées, de la réouverture intégrale des voies de communication, et de l'amélioration de la sécurité dans les zones de production agricole, notamment en République Centrafricaine, ainsi que de la poursuite de la fourniture, par les Autorités, de semences vivrières et autres intrants agricoles aux producteurs. De plus, l'appui à l'encadrement technique des paysans contribuerait à renforcer cette tendance, laquelle serait également accentuée par les programmes d'appui alimentaire fournis par les bailleurs de fonds dans le cadre du Programme Spécial pour la Sécurité Alimentaire ou du Programme National de Sécurité alimentaire (PNSA) au Congo. De plus, le secteur agricole bénéficierait, au Cameroun, de la poursuite des projets Rumpi et Grassfield dans les deux provinces anglophones du pays et du projet bananier-plantain. Parallèlement, la distribution de semences sélectionnées devrait s'intensifier, de même que l'exécution du programme d'appuis multiformes aux jeunes désirant se lancer dans l'agriculture vivrière et maraîchère.

Par ailleurs, les industries minières participeraient également au développement de l'activité économique non pétrolière, grâce notamment au renforcement des capacités techniques et humaines des administrations en charge du contrôle et de la répression des fraudes et contrebandes dans les domaines du diamant et de l'or et de l'attrait des gros investisseurs dans ces secteurs en RCA. Pour leur part, les industries manufacturières bénéficieraient de la normalisation progressive des approvisionnements en énergie électrique, du renforcement de la trésorerie des entreprises suite au remboursement des arriérés de la dette intérieure au Congo et au Gabon, de l'extension des capacités de production des unités industrielles notamment dans la filière bois et de la vigueur des activités dans les branches de l'alimentaire (chocolaterie, minoterie, sucrerie, huilerie), des brasseries, des fabriques de cigarette, de la chimie, du raffinage des produits pétroliers, de la cimenterie et de la métallurgie, particulièrement au Cameroun, au Congo et au Gabon.

Le secteur pétrolier enregistrerait en revanche une évolution négative de son activité, le taux de croissance du PIB de ce secteur s'établissant à - 5,3 % en 2007, - 3,9 % en 2008 et - 5,6 % en 2009.

Tableau 8. Indicateurs économiques et financiers de la CEMAC (2002-2009)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
				Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
<i>(Variations en pourcentage)</i>								
<b>Taux de croissance réel</b>	4,1	4,3	6,8	3,9	4,4	2,1	2,9	2,6
Pétrolier	4,7	9,0	27,7	4,5	5,2	-5,3	-3,9	-5,6
Non pétrolier	4,0	3,6	3,7	3,8	4,2	3,4	4,1	3,8
<b>Inflation</b>	3,0	1,3	0,4	2,8	1,5	2,2	2,2	2,0
<b>Masse monétaire</b>	14,9	1,6	10,1	18,3	10,1	5,0	6,2	6,0
<b>Avoirs extérieurs nets</b>	7,4	-3,9	84,1	102,5	51,7	26,7	19,2	12,1
<b>Crédits à l'économie</b>	6,0	4,0	-1,8	11,1	7,4	5,4	5,8	5,3
<b>Créances nettes sur l'Etat</b>	-9,4	5,7	-45,7	-253,0	-199,0	-56,3	-31,2	-16,8
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
<b>Solde budgétaire, base engagements (hors dons)</b>	0,7	2,9	3,2	9,2	8,3	8,2	7,2	6,6
<b>Solde budgétaire de base</b>	2,1	4,4	4,8	10,1	9,8	9,6	8,7	8,0
<b>Solde extérieur courant</b>	-10,1	-8,5	-4,6	3,3	5,3	3,0	0,3	-1,8
<i>(En pourcentage)</i>								
<b>Taux de couverture extérieure de la monnaie</b>	66,6	64,9	73,8	86,6	90,9	93,8	96,0	97,7

Source : BEAC, programmation monétaire

Selon une approche par pays, l'activité économique serait soutenue au *Cameroun*, tirée par la vigueur de la consommation privée et par les dépenses d'équipements de l'Etat, avec l'accélération

des décaissements de fonds PPTTE (*Tableau A2 en annexe*). En *RCA*, elle bénéficierait de la relance des activités agricoles, industrielles, minières, sylvicoles et commerciales ainsi que des grands travaux de construction des infrastructures routières avec l'appui des partenaires extérieurs. Au *Tchad*, l'expansion économique serait le fait principalement de l'exploitation des gisements pétroliers de Doba, ainsi que de la mise en œuvre des réformes structurelles nécessaires au développement des activités du secteur privé. Au *Congo*, la croissance serait soutenue par la consolidation de la production pétrolière, notamment en 2008 avec l'entrée en production du champ de Moho-Bilondo, la poursuite des travaux destinés à améliorer les capacités énergétiques à Brazzaville (centrale thermique) et la construction du barrage d'Imboulou sur la rivière Léfini. En revanche, au *Gabon*, la croissance serait atone du fait de la quasi-stagnation, voire le recul de la production pétrolière au cours des trois prochaines années, nonobstant la mise en œuvre progressive des efforts de diversification de l'économie. De même, en *Guinée Equatoriale*, la croissance enregistrerait un recul continu sur la période, imputable à la baisse dès 2007 de la production pétrolière, en l'absence de nouvelles découvertes.

- Le *taux d'inflation* s'établirait à 2,1 % en moyenne sur la période. La modération des tensions inflationnistes essentiellement tiendrait de la mise en œuvre de politiques macroéconomiques prudentes. En outre, elle serait favorisée par la bonne tenue de la production agricole au Tchad, que favoriseraient le retour à de bonnes conditions climatiques, le désenclavement des zones de culture (à travers les grands chantiers routiers) et la régularisation de l'approvisionnement en énergie électrique suite à la mise en œuvre du schéma directeur d'électrification du Tchad sur la période 2004-2008.

Néanmoins, ces perspectives pourraient être contrariées par *i*) la hausse de certaines taxes sur les biens et services et le relèvement des prix des produits pétroliers à la pompe au Cameroun, *ii*) la hausse d'un point de la TVA et le relèvement des prix à la pompe des produits pétroliers, en République Centrafricaine et, *iii*) le regain de vigueur de la demande intérieure (consommation privée) dans certains pays.

- Le *solde budgétaire (base engagements, hors dons)* enregistrerait un excédent de 8,2 % du PIB **en 2007**, 7,2 % **en 2008** et de 6,6 % **en 2009**, contre un excédent anticipé de 8,3 % en 2006. Outre la bonne tenue sur toute la période des cours mondiaux du pétrole brut, la consolidation des finances publiques dans la CEMAC résulterait également du renforcement des performances en matière de recouvrement des recettes non pétrolières ainsi que de l'intensification des mesures de contrôle des dépenses budgétaires.

Les recettes budgétaires reviendraient de 25,3 % du PIB en 2006 à 23,7 % en 2009, sous l'effet principalement du repli des recettes pétrolières de 16,5 % du PIB en 2006 à 15,5 % en 2007, 14,5 % en 2008 et 13,3 % en 2009. Toutefois, l'évolution favorable des recettes non pétrolières, qui passeraient de 8,8 % du PIB en 2006 à 9,3 % en 2007, 9,8 % en 2008, puis à 10,4 % en 2009, compenserait quelque peu ce mouvement. Le renforcement des recettes non pétrolières tiendrait principalement à la poursuite des mesures d'élargissement de l'assiette fiscale, avec notamment un meilleur suivi des opérations du secteur informel, et au relèvement de certains impôts et taxes. Pour leur part, les dépenses budgétaires progresseraient légèrement, de 17 % du PIB en 2006 à 17,1 % en 2009, confirmant les efforts de maîtrise des dépenses de l'Etat engagés dans l'ensemble des pays de la Sous-région au cours de la période sous revue. La rigueur dans la gestion des engagements de l'Etat se traduirait par une quasi-stagnation des dépenses courantes, qui s'établiraient à 11 % du PIB en 2009 contre 10,7 % du PIB en 2006, alors que les dépenses en capital se stabiliseraient autour de 6 % du PIB sur toute la période.

En particulier, les tensions de trésorerie persisteraient en *RCA*, le solde budgétaire, base engagements, hors dons, de ce pays demeurant négatif sur toute la période quoiqu'en amélioration, à - 2,1 % du PIB en 2007, - 1,1 % en 2008 et - 0,2 % en 2009, contre - 3,8 % en 2006. Cette amélioration procéderait non seulement du retour de la croissance économique dans ce pays, mais aussi des efforts engagés dans la lutte contre les fraudes fiscale et douanière. Ainsi, les recettes de l'Etat se situeraient à 9,9 % du PIB en moyenne annuelle sur la période au lieu de 8,7 % en 2006 alors que les dépenses publiques reviendraient de 12,5 % du PIB en 2006 à 11 % en moyenne. Au *Tchad*, nonobstant la

bonne tenue des marchés pétroliers et les efforts de maîtrise des dépenses budgétaires, le déficit budgétaire s'établirait en moyenne autour de 5,5 % du PIB au cours de la période, contre 4,5 % en 2006. De fait, les recettes publiques régresseraient quelque peu sur la période (- 1,2 % du PIB), s'établissant à 12,2 % du PIB en 2009 au lieu de 13,4 % trois ans plus tôt, alors que les dépenses de l'Etat resteraient stables à 17,9 % du PIB. Parallèlement, le *Cameroun* conserverait une situation excédentaire de près de 1,5 % du PIB sur la période sous revue, contre 1,4 % du PIB en 2006. La stabilisation de l'excédent budgétaire résulterait, pour l'essentiel, d'une baisse modérée des recettes budgétaires à 18,3 % du PIB en moyenne sur la période, contre 18,8 % en 2006, en relation avec un repli continu des recettes pétrolières, de 6 % du PIB en 2006 à 4,3 % en 2009, toutefois compensée par un léger repli des dépenses budgétaires à 16,4 % du PIB en 2009 contre 17,1 % en 2006 et une progression des recettes non pétrolières de 12,8 % du PIB en 2006 à 13,5 % en 2009. Les finances publiques du *Congo* enregistreraient un excédent budgétaire important, qui atteindrait 14,1 % du PIB en 2007, et 15,7 % en 2007 et 2008, contre un excédent de 14,2 % du PIB en 2006. Cette évolution reflèterait un repli des dépenses budgétaires, qui reviendraient de 22,2 % du PIB en 2006 à 19,9 % en 2009, dont l'impact serait cependant atténué par une baisse des recettes budgétaires de 36,5 % du PIB en 2006 à 35,5 % trois ans plus tard. Enfin, au *Gabon* et en *Guinée Equatoriale*, des excédents budgétaires élevés seraient de nouveau dégagés sur toute la période (+ 10 % du PIB en moyenne pour le premier et + 22,8 % du PIB en moyenne pour le second), grâce au renforcement des recettes non pétrolières et à la maîtrise de l'évolution des dépenses budgétaires pour le premier pays, et en raison principalement de la bonne tenue des revenus pétroliers dont la stabilité des cours compenserait le recul de la production pour le second.

Enfin, traduisant les tensions de trésorerie, deux pays (RCA et Tchad), afficheraient un gap de financement au cours de la période sous revue, susceptible d'être couvert par la Communauté financière internationale.

- Après un excédent consistant de 5,3 % du PIB envisagé en 2006, *le solde extérieur courant* régresserait à 3 % du PIB en **2007** avant de s'établir à l'équilibre en **2008** (+ 0,3 % du PIB) et de redevenir déficitaire en **2009** (- 1,8 % du PIB). Cette évolution s'expliquerait principalement par une détérioration des termes de l'échange, qu'accentuerait quelque peu le ralentissement des exportations, notamment en 2008 et 2009, induit par le repli de la production pétrolière. Ainsi, les exportations de biens et services non-facteurs se replieraient de 59,1 % du PIB en 2006 à 50,4 % en 2009, tandis que les importations de biens et services non facteurs passeraient de 34,3 % du PIB en 2006 à 34,7 % en 2009.

Le déficit extérieur courant de la *Guinée Equatoriale* demeurerait important, le solde courant passant d'un quasi équilibre en 2006 (+ 0,3 % du PIB) à un déficit de 5 % trois ans plus tard, du fait de la hausse des dépenses de services et de la rémunération des investissements, ainsi que du repli des recettes d'exportation à compter de 2007 notamment. De même, le solde courant du *Cameroun* pèserait sur les résultats de la CEMAC, avec un déficit qui atteindrait 3,1 % du PIB en 2009 contre 1,7 % en 2006, influencé par la dégradation du solde commercial, lequel ne cesserait de se réduire au cours de la période. Le solde extérieur de la *République Centrafricaine* resterait déficitaire sur toute la période, passant cependant de - 2,9 % du PIB en 2006 à - 1,7 % en 2009, sous l'effet d'une amélioration régulière du solde du commerce extérieur, d'un déficit de 11,8 milliards en 2006 à un excédent de 5,6 milliards en 2009, tiré par la bonne tenue des exportations de bois et de diamants. Au *Congo*, le solde des transactions courantes deviendrait déficitaire sur toute la période après cinq années consécutives de résultats excédentaires. Il reviendrait ainsi d'un excédent de 13,9 % du PIB en 2006 à un déficit de 3,5 % en 2007, de 7 % en 2008 et de 12,5 % en 2009. Cette dégradation serait la conséquence d'une diminution de l'excédent commercial liée à la baisse de la production pétrolière au cours de la période, ainsi que de celle des cours des matières premières et du dollar. Cette tendance serait aggravée par l'accentuation du déficit de la balance des services et l'augmentation des paiements au titre de la rémunération des investissements privés. En revanche, le solde extérieur courant du *Tchad* demeurerait excédentaire au cours des trois années, se fixant à 4,2 % du PIB en 2009 contre + 7 % en 2006 en raison, entre autres, d'une baisse des paiements au titre de la rémunération des investissements privés, d'un recul du déficit de la balance des services et de la stabilisation à un niveau élevé de l'excédent du commerce extérieur. Pour sa part, le solde extérieur courant du *Gabon*, bien

qu'excédentaire sur toute la période, se replierait, revenant de 17 % du PIB en 2006 à 8,7 % en 2009. Cette évolution s'expliquerait principalement par le recul continu de l'excédent commercial, imputable principalement à la baisse des ventes de pétrole brut.

En définitive, le déficit courant de la Zone serait couvert par des excédents nets de capitaux (notamment en 2008 et 2009) ainsi qu'un soutien de la Communauté financière internationale à travers le réaménagement de la dette extérieure et des financements additionnels pour combler le gap de ressources dégagé sur la période. Cela permettrait ainsi aux Etats d'assurer la reconstitution de leurs réserves officielles, qui s'établiraient à 4,2 mois d'importations de biens et services non facteurs (caf) en 2009.

- Le *taux de couverture extérieure de la monnaie* se renforcerait ainsi à 93,8 % **en 2007**, 96 % **en 2008** et 97,7 % **en 2009**. Dans l'ensemble, cette amélioration résulterait d'une évolution favorable de la position extérieure nette de tous les pays de la Sous-région. La Guinée Equatoriale serait le plus grand contributeur à la formation de ce taux, devant le Cameroun (*Tableau A4 en annexe*). Cette évolution serait en ligne avec l'augmentation régulière des avoirs extérieurs nets, de près de 19,3 % en moyenne annuelle, impulsée par une hausse sensible du Compte d'Opérations, de 2 647,2 milliards à fin décembre 2005 à 4 106,2 milliards en 2006, 5 286,1 milliards en 2007, 6 368,1 milliards en 2008 et 7 145,9 milliards en 2009<sup>5</sup>.

De leur côté, les autres contreparties de la masse monétaire évolueraient de façon satisfaisante, les crédits à l'économie progressant en moyenne de 5,5 % sur la période, en relation avec l'évolution de l'activité économique. Les créances nettes sur les Etats poursuivraient leur repli grâce à l'amélioration de la trésorerie des pays, et au resserrement de la discipline budgétaire. En conséquence, la masse monétaire (M2) progresserait de 5 % en 2007, 6,2 % en 2008 et 6 % en 2009.

- Les *ratios de la dette extérieure* s'amélioreraient en rapport avec le renforcement des relations avec la Communauté financière internationale, ainsi que l'évolution favorable des comptes extérieurs et des finances publiques. De la sorte, le ratio du service de la dette par rapport aux exportations se situerait autour de 6,1 % en moyenne au cours de la période, celui du service de la dette sur les recettes budgétaires baisserait de 16,4 % du PIB en 2006 à 14,3 % en 2007 et autour de 13 % en 2007 et en 2008. Enfin, le ratio de l'encours de la dette sur le PIB reviendrait à 34,4 % en 2007, 32,9 % en 2008 et 31,4 % en 2009.

#### IV. RECOMMANDATIONS DE LA BANQUE

Les Etats de la Sous-région sont plus que jamais confrontés à de nombreux défis au nombre desquels on peut relever *i)* la vulnérabilité des finances publiques, *ii)* la forte dépendance des économies de la Sous-région à l'égard du secteur pétrolier et, *iii)* les insuffisances en matière de gouvernance.

A cet égard, les perspectives dégagées soulignent la fragilité et la vulnérabilité des économies de la CEMAC, dans un environnement marqué par le recul tendanciel de la production pétrolière, sapant ainsi les bases des performances macroéconomiques à venir. Aussi, cette tendance souligne-t-elle la nécessité de poursuivre sans relâche les efforts en matière de diversification des bases productives, et de mise en œuvre des réformes structurelles de manière à renforcer les conditions de développement de l'offre globale (renforcement des capacités productives, amélioration de l'approvisionnement énergétique, consolidation du rôle du secteur privé, etc.). Par ailleurs, des efforts décisifs doivent être déployés en vue de promouvoir et renforcer les progrès en matière de transparence et de bonne gouvernance.

---

<sup>5/</sup> Il convient de noter que la réalisation des performances escomptées en matière d'avoirs extérieurs demeure fortement dépendante de la poursuite du respect, par les pays de la Sous-région, de la réglementation des changes en vigueur dans la CEMAC, plus particulièrement du principe de rapatriement régulier des recettes d'exportation, notamment pétrolières.

\*

\* \*

**En conclusion**, les prévisions économiques et financières à moyen terme de la CEMAC sur la période 2007-2009 laissent apparaître une croissance économique faible, comparée à la moyenne des dernières années, sous l'effet notamment d'un recul de la production pétrolière dans la plupart des Etats. Cependant, l'inflation demeurerait contenue, tandis que la monnaie se renforcerait et que les finances publiques et les comptes extérieurs poursuivraient leur consolidation.

Toutefois, les performances observées demeurent fragiles et posent avec acuité le problème de la dépendance des économies de la CEMAC à l'égard du pétrole. En effet, les résultats attendus restent fortement tributaires du comportement de l'activité pétrolière (tant au niveau de la croissance que des performances macroéconomiques en général) et de la mise en œuvre satisfaisante des réformes prévues dans le cadre des programmes d'ajustement. Les réflexions en vue d'une plus grande diversification des économies de la Sous-région sont plus que jamais d'actualité, le repli continu de la production pétrolière annonçant, en l'état actuel des perspectives, le début d'une longue période de ralentissement de la croissance économique dans la CEMAC.

Face à ces perspectives, les Etats de la CEMAC se doivent de poursuivre sans faille la mise en œuvre des réformes, afin de favoriser le soutien de la Communauté financière internationale aux stratégies de développement économique des pays et de réaliser une croissance forte et soutenue à moyen terme.-

## ANNEXE

Tableau A1. Données et hypothèses de base (production)

	2002	2003	2004	2005 Estim.	2006 Prév.	2007 Prév.	2008 Prév.	2009 Prév.
Pétrole brut (en millions de tonnes)	41,0	44,6	55,6	57,4	59,3	55,6	53,6	50,6
Cameroun	5,2	4,9	4,5	4,1	4,5	4,5	4,1	3,9
Congo	11,8	11,2	11,2	12,7	13,9	11,8	13,6	13,0
Gabon	12,6	13,5	13,5	13,5	13,5	12,9	11,2	9,8
Guinée Equatoriale	11,5	13,3	17,6	18,1	18,6	17,8	17,0	16,2
Tchad	...	1,7	8,8	8,9	8,9	8,6	7,7	7,7
Cacao (en milliers de tonnes)	174,2	177,8	181,6	193,4	206,9	213,9	221,0	228,2
Cameroun	170,0	175,3	178,7	190,0	202,9	209,9	217,0	224,2
Gabon	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Guinée Equatoriale	3,7	2,0	2,4	2,9	3,5	3,5	3,5	3,5
Café (en milliers de tonnes)	58,8	65,7	69,2	70,8	74,8	77,4	79,0	80,7
Cameroun	54,0	63,0	65,0	67,0	69,0	71,0	72,0	73,0
RCA	4,5	2,4	3,8	3,5	5,5	6,1	6,7	7,3
Gabon	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Guinée Equatoriale	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Coton - graine (en milliers de tonnes)	456,9	349,9	441,3	511,5	488,5	504,7	529,0	554,4
Cameroun	246,1	233,8	242,9	306,0	277,0	285,3	293,9	302,7
RCA	32,9	14,0	6,8	5,5	5,5	6,6	7,9	9,5
Tchad	178,0	102,1	191,6	200,0	206,0	212,7	227,2	242,2
Bois - grumes, sciages et dérivés (en milliers de m3)	7075,9	6782,8	6748,4	6889,9	7251,5	7478,3	7694,3	7928,6
Cameroun	1931,3	1738,2	1998,9	2058,9	2120,6	2163,1	2206,3	2250,4
RCA	737,5	524,5	584,9	525,8	585,6	618,5	658,8	707,5
Congo	1375,6	1574,6	1508,6	1478,1	1676,8	1638,4	1720,3	1806,3
Gabon	2500,0	2417,0	2142,5	2252,0	2323,5	2563,5	2663,5	2763,5
Guinée Equatoriale	531,5	528,5	513,5	575,1	545,0	494,9	445,5	400,9
Aluminium - brut et dérivés (en milliers de tonnes) - Cameroun	47,2	56,8	68,8	74,8	78,6	80,2	81,8	83,4
Caoutchouc naturel (en milliers de tonnes) - Cameroun	50,0	54,6	53,0	61,0	62,9	64,7	66,7	68,7
Banane (en milliers de tonnes) - Cameroun	238,4	313,7	279,5	270,8	272,1	276,2	281,7	287,3
Diamants - brut et taillés (en milliers de carats) - RCA	414,8	332,7	354,2	383,3	425,0	500,0	550,0	575,0
Tabac (en tonnes) - RCA	172,0	213,0	172,0	177,2	141,7	155,9	171,5	188,6
Produits pétroliers (en milliers de tonnes) - Congo	234,3	301,9	281,4	255,0	259,7	272,7	286,3	300,7
Rondins d'eucalyptus (en milliers de tonnes) - Congo	82,6	61,2	0,0	0,0	365,0	300,0	300,0	300,0
Sucre (en milliers de tonnes) - Congo	54,9	59,4	64,3	61,2	39,2	44,1	44,1	44,1
Manganèse (en millions de tonnes) - Gabon	1,9	2,0	2,5	2,8	3,0	3,3	4,3	5,0
Uranium (en tonnes) - Gabon	...	...	...	...	...	...	...	...
Méthanol (en milliers de tonnes) - Guinée	725,3	769,8	1142,8	1490,0	1933,5	1959,9	1953,2	1852,4
Bétail (cheptel en milliers de têtes) - Tchad	15931,0	16444,0	16855,1	17276,5	17708,4	18151,1	18604,9	19070,0

Sources: Administrations nationales, FMI, OCDE, Banque de France et services de la BEAC.



Tableau A2. Indicateurs économiques et financiers des pays de la CEMAC(1)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
				Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
<i>(Variations en pourcentage)</i>								
<b>Croissance économique réelle</b>								
Cameroun	4,0	4,2	3,6	2,4	4,0	3,9	4,0	3,9
République Centrafricaine	0,3	-4,6	1,8	2,6	3,8	4,5	4,7	4,8
Congo	4,6	0,7	3,6	7,7	6,6	-3,8	7,6	1,4
Gabon	-0,3	2,2	1,4	3,0	2,7	0,3	-0,6	-0,3
Guinée Equatoriale	20,2	13,6	30,0	9,3	7,9	-1,8	-1,8	-2,7
Tchad	8,4	15,5	33,2	7,7	4,5	2,7	0,8	3,6
CEMAC	4,1	4,3	6,8	3,9	4,4	2,1	2,9	2,6
<b>Inflation</b>								
Cameroun	2,8	0,6	0,3	1,9	1,8	2,0	2,0	2,0
République Centrafricaine	2,3	4,2	-2,1	2,9	3,6	2,0	2,0	2,0
Congo	3,8	-1,3	3,6	3,0	2,5	2,0	2,0	2,0
Gabon	0,2	2,3	0,4	-0,1	1,5	0,5	0,5	1,0
Guinée Equatoriale	7,6	7,3	4,2	5,0	5,0	4,0	4,0	3,0
Tchad	5,2	-1,8	5,3	7,8	-7,3	3,0	3,0	2,5
CEMAC	3,0	1,3	0,4	2,8	1,5	2,2	2,2	2,0
<b>Taux d'investissement</b>								
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
Cameroun	30,2	27,1	26,1	26,1	28,7	28,8	29,6	29,3
<i>dont public</i>	2,0	2,1	2,2	1,9	4,7	4,1	4,4	4,2
République Centrafricaine	9,6	6,0	6,3	6,9	8,0	7,7	8,2	8,8
<i>dont public</i>	6,5	2,8	2,7	2,9	3,7	2,9	2,8	2,8
Congo	26,1	26,5	28,9	24,8	28,5	30,3	31,5	34,0
<i>dont public</i>	8,6	6,5	5,9	5,2	7,7	6,7	5,9	6,0
Gabon	30,4	26,2	25,7	20,9	20,7	19,9	21,1	21,9
<i>dont public</i>	6,0	3,8	4,3	3,4	4,0	3,7	4,0	4,1
Guinée Equatoriale	31,8	60,9	45,9	36,0	30,4	30,5	31,9	33,3
<i>dont public</i>	8,7	10,3	14,9	11,6	9,3	9,4	10,5	11,8
Tchad	67,1	54,2	35,5	25,1	23,0	22,7	23,7	23,6
<i>dont public</i>	10,7	12,3	11,7	8,9	9,5	9,4	9,6	9,4
CEMAC	32,0	31,7	29,2	25,8	26,2	26,2	27,4	27,9
<i>dont public</i>	5,2	4,7	5,7	5,0	6,3	5,8	6,0	6,0
<b>Recettes budgétaires</b>								
Cameroun	17,7	17,1	15,8	18,1	18,8	18,8	18,2	17,8
<i>dont recettes pétrolières</i>	4,9	4,1	4,2	5,1	6,0	5,8	4,8	4,3
République Centrafricaine	11,1	7,8	8,2	8,3	8,7	9,3	9,9	10,4
Congo	27,2	29,3	32,2	40,8	36,5	35,7	36,2	35,5
<i>dont recettes pétrolières</i>	18,9	20,5	23,1	33,5	30,0	28,4	29,0	27,6
Gabon	30,2	30,2	29,6	28,7	27,2	26,9	26,9	26,7
<i>dont recettes pétrolières</i>	18,1	16,4	16,0	16,9	16,3	15,4	14,1	12,8
Guinée Equatoriale	28,5	28,7	31,7	39,6	37,8	37,8	37,7	37,7
<i>dont recettes pétrolières</i>	25,0	24,9	28,7	37,4	36,1	35,9	35,5	35,1
Tchad	8,0	8,4	9,7	11,2	13,4	12,9	12,4	12,2
<i>dont recettes pétrolières</i>	...	...	3,4	4,6	7,2	6,8	5,9	5,5
CEMAC	21,3	21,1	21,3	25,6	25,3	24,8	24,3	23,7
<i>dont recettes pétrolières</i>	10,5	10,0	11,4	16,2	16,5	15,5	14,5	13,3
<b>Dépenses budgétaires</b>								
Cameroun	14,4	13,7	13,7	13,3	17,1	16,7	17,1	16,4
République Centrafricaine	16,2	12,5	13,7	13,5	12,5	11,4	11,0	10,6
Congo	35,5	29,4	27,8	22,2	22,2	21,6	20,5	19,9
Gabon	28,2	22,8	22,0	19,0	17,2	16,2	16,8	17,4
Guinée Equatoriale	15,6	15,7	19,9	15,7	12,7	13,1	14,9	16,8
Tchad	20,7	20,8	17,7	16,8	17,9	17,8	18,3	17,9
CEMAC	20,6	18,2	18,1	16,4	17,0	16,6	17,1	17,1
<b>Solde budgétaire primaire</b>								
Cameroun	6,2	6,3	4,7	6,6	4,4	4,3	3,4	3,4
République Centrafricaine	1,1	-2,2	-2,7	-2,1	0,2	0,9	1,6	2,3
Congo	1,2	6,8	11,4	22,9	18,4	16,7	18,7	17,4
Gabon	7,2	11,8	12,1	12,6	12,9	14,0	13,2	12,4
Guinée Equatoriale	13,2	13,2	12,0	24,0	25,2	24,7	22,8	20,9
Tchad	-2,3	-1,2	2,1	0,4	1,5	2,3	1,3	1,2
CEMAC	5,5	7,1	7,2	11,8	11,2	10,8	10,0	9,0
<b>Solde budgétaire, base engagements, hors dons</b>								
Cameroun	3,3	3,4	2,1	4,8	1,8	2,2	1,1	1,4
République Centrafricaine	-5,1	-4,6	-5,5	-5,2	-3,8	-2,1	-1,1	-0,2
Congo	-8,3	-0,1	4,4	18,6	14,2	14,1	15,7	15,7
Gabon	2,1	7,4	7,6	9,7	10,0	10,7	10,0	9,3
Guinée Equatoriale	12,9	13,0	11,8	23,9	25,1	24,7	22,8	20,9
Tchad	-12,7	-12,4	-8,0	-5,6	-4,5	-4,8	-5,8	-5,7
CEMAC	0,7	2,9	3,2	9,2	8,3	8,2	7,2	6,6

Source : BEAC, programmation monétaire

Tableau A2. Indicateurs économiques et financiers des pays de la CEMAC (suite) (1)

	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
				Estim.	Prév.	Prév.	Prév.	Prév.
<i>(En pourcentage du PIB)</i>								
<b>Exportations de biens et services non-facteurs</b>								
Cameroun	21,0	21,2	20,7	22,9	24,7	24,0	22,0	20,8
République Centrafricaine	15,9	13,1	13,0	12,4	13,6	14,1	14,3	14,3
Congo	80,3	79,9	76,2	84,8	88,5	85,0	86,4	83,6
Gabon	57,0	56,2	58,6	65,3	67,2	67,2	63,4	60,0
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	12,7	24,7	50,7	63,9	67,7	64,7	58,0	55,2
CEMAC	42,1	42,6	47,4	55,9	59,1	56,7	53,6	50,4
<b>Importations de biens et services non-facteurs</b>								
Cameroun	26,1	25,9	25,8	24,9	25,3	24,6	23,9	23,2
République Centrafricaine	20,6	17,5	18,9	18,8	19,9	19,1	18,6	18,1
Congo	46,6	48,2	45,2	50,7	55,9	60,1	63,8	68,8
Gabon	-36,9	-35,3	-35,4	-30,6	-29,2	-28,4	-30,7	-32,3
Guinée Equatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Tchad	114,3	58,9	42,9	38,4	37,9	35,8	34,4	32,4
CEMAC	40,4	38,1	35,8	34,2	34,3	33,7	34,4	34,7
<b>Solde extérieur courant</b>								
Cameroun	-6,5	-7,0	-7,3	-3,2	-1,7	-1,6	-2,8	-3,1
République Centrafricaine	-1,6	-2,1	-1,6	-2,8	-2,9	-3,2	-2,3	-1,7
Congo	10,9	14,7	11,0	14,6	13,9	-3,5	-7,0	-12,5
Gabon	5,3	6,6	6,4	14,4	17,0	18,0	13,0	8,7
Guinée Equatoriale	-13,5	-41,9	-24,2	-4,4	0,3	-0,3	-2,3	-5,0
Tchad	-100,9	-47,2	-8,8	5,2	7,0	6,9	4,1	4,2
CEMAC	-10,1	-8,5	-4,6	3,3	5,3	3,0	0,3	-1,8
<b>Flux nets de capitaux longs</b>								
<i>(En milliards)</i>								
Cameroun	281,3	-76,5	223,8	20,4	-115,7	-28,2	129,4	172,0
Publics	-224,8	-280,5	-197,3	-250,9	-176,0	-135,0	-76,0	-136,7
Privés	506,1	204,0	421,1	271,3	60,3	106,8	205,4	308,7
République Centrafricaine	-11,5	0,5	0,1	13,1	11,6	10,6	11,3	11,9
Publics	-13,1	-11,4	-14,5	-6,4	-9,3	-9,6	-9,3	-9,1
Privés	1,6	11,9	14,6	19,4	20,9	20,2	20,6	21,0
Congo	-61,5	-148,3	55,4	21,4	154,0	212,8	368,9	401,2
Publics	-25,6	-147,7	-161,3	-280,4	-210,6	-180,2	-103,3	-105,8
Privés	-35,9	-0,6	216,7	301,8	364,6	393,1	472,3	507,0
Gabon	-71,6	-128,5	-25,8	-154,5	-280,0	-311,0	-342,6	-356,2
Publics	-224,6	-197,4	-218,7	-271,2	-193,1	-168,9	-188,4	-188,4
Privés	153,0	68,8	192,9	116,7	-86,9	-142,1	-154,2	-167,7
Guinée Equatoriale	220,0	828,0	864,1	809,7	818,8	802,2	643,7	605,8
Publics	-5,2	-4,1	-4,6	-12,5	-17,3	-17,6	-12,6	-9,6
Privés	225,2	832,1	868,7	822,2	836,1	819,8	656,3	615,4
Tchad	697,9	464,2	421,5	226,9	120,0	165,5	158,5	149,6
Publics	72,0	72,0	84,9	42,6	52,5	52,7	53,7	52,0
Privés	625,9	392,2	336,5	184,3	67,5	112,8	104,8	97,6
CEMAC	1054,5	939,4	1539,0	937,0	708,7	852,1	969,3	984,3
Publics	-421,5	-569,1	-511,5	-778,8	-553,7	-458,6	-336,0	-397,7
Privés	1475,9	1508,5	2050,5	1715,7	1262,4	1310,6	1305,2	1382,0
<b>Termes de l'échange</b>								
<i>(Variations en pourcentage)</i>								
Cameroun	5,6	-10,9	10,0	41,6	13,9	-0,2	-12,6	-8,0
République Centrafricaine	-17,0	4,0	-4,9	-2,8	2,4	2,6	2,9	1,2
Congo	7,3	6,6	7,4	31,7	10,6	0,5	-4,6	-2,7
Gabon	3,5	2,1	15,0	30,6	10,2	-0,1	-6,4	-8,3
Guinée Equatoriale	2,0	1,0	13,0	40,5	10,6	0,1	-4,7	-3,1
Tchad	-15,1	34,4	3,0	29,4	11,7	0,5	-4,8	-3,0
CEMAC	4,4	2,1	10,6	28,5	10,0	0,4	-3,7	-2,7
<b>Avoirs extérieurs nets</b>								
<i>(En milliards)</i>								
Cameroun	300,4	259,8	357,1	499,7	600,0	715,7	819,7	919,6
République Centrafricaine	55,8	47,4	49,5	56,2	57,5	71,0	84,4	93,9
Congo	38,0	6,0	58,3	460,6	851,4	964,5	1278,2	1577,7
Gabon	31,9	75,5	286,0	536,5	805,8	1078,7	1294,6	1458,6
Guinée Equatoriale	53,9	79,7	60,0	46,5	41,3	41,2	42,4	44,1
Tchad	79,2	46,1	55,8	78,9	92,7	128,8	174,3	240,8
CEMAC (y/c Services Centraux)	854,8	821,5	1512,1	3062,0	4644,3	5884,4	7016,5	7867,0
<b>Compte d'Opérations</b>								
Cameroun	392,0	329,9	396,8	525,1	596,7	693,2	767,6	828,8
République Centrafricaine	76,9	67,9	69,6	77,0	79,2	93,0	106,7	116,5
Congo	17,0	17,3	53,2	405,1	806,3	914,6	1223,2	1517,2
Gabon	86,5	100,8	209,0	370,1	545,8	791,9	1001,9	1146,7
Guinée Equatoriale	54,8	123,3	454,6	1168,1	1962,2	2650,0	3088,3	3298,3
Tchad	136,1	96,4	106,0	124,8	138,9	166,4	203,5	261,4
Services Centraux	107,1	78,6	16,5	-23,0	-23,0	-23,0	-23,0	-23,0
CEMAC	870,4	814,1	1305,6	2647,2	4106,2	5286,1	6368,1	7145,9
<b>Taux de couverture extérieure de la monnaie</b>								
<i>(En pourcentage)</i>								
Cameroun	49,0	46,4	51,9	67,4	70,1	73,0	74,8	77,7
République Centrafricaine	98,0	95,8	85,6	80,8	79,7	86,4	91,7	93,3
Congo	19,6	16,4	29,3	71,7	83,9	87,3	91,5	94,7
Gabon	37,7	44,0	61,8	74,8	86,4	93,1	99,3	101,1
Guinée Equatoriale	99,1	100,0	100,2	100,2	100,1	100,1	100,1	100,1
Tchad	84,5	73,2	71,4	63,5	62,0	68,4	75,7	88,6
CEMAC	66,6	64,9	73,8	86,6	90,9	93,8	96,0	97,7

Source : BEAC, programmation monétaire

**Tableau A3. Relations des pays de la CEMAC avec la Communauté financière internationale (Février 2006)**

<b>Pays</b>	<b>Etat des relations avec le FMI</b>	<b>Perspectives indicatives (2007-2009)</b>
<b>Cameroun</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Point de décision de l'initiative PPTE atteint le 11 octobre 2000.</li> <li>Nouvel accord triennal avec le FMI depuis octobre 2005 au titre de la FRPC.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Admission au point d'achèvement de l'Initiative PPTE en 2006.</li> </ul>
<b>Centrafrique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>1<sup>er</sup> Programme Post-conflit approuvé le 23 juillet 2004 et ayant pris fin le 31 décembre 2004.</li> <li>2<sup>ème</sup> Programme Post-conflit approuvé en janvier 2006.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Admission au point de décision de l'initiative PPTE en 2007.</li> </ul>
<b>Congo</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption d'un programme de référence de 6 mois (octobre 2003 - mars 2004).</li> <li>Signature d'un programme à moyen terme au titre de la FRPC le 06 décembre 2004.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Admission au point de décision de l'initiative PPTE en 2006.</li> </ul>
<b>Gabon</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Adoption d'un accord de confirmation de 14 mois en mai 2004.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Négociation en 2006 d'un nouveau programme à moyen terme sur la période 2006-2008.</li> </ul>
<b>Guinée Equatoriale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Consultations au titre de l'Article IV des statuts du FMI en 2005.</li> <li>Aucun programme d'ajustement en vigueur.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Volonté des Autorités de conclure un programme avec les Institutions de Bretton Woods.</li> <li>Négociation d'un programme conditionnée par la mise en œuvre des mesures préalables énoncées par le FMI, ayant trait à la restauration de la discipline budgétaire et à la promotion de la bonne gouvernance.</li> </ul>
<b>Tchad</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Point de décision de l'initiative PPTE atteint le 22 mai 2001.</li> <li>Conclusion d'un nouveau programme à moyen terme au titre de la FRPC en décembre 2005.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Admission au point d'achèvement de l'initiative PPTE en 2006.</li> </ul>

Tableau 3. Evolution du taux de couverture extérieure de la monnaie dans la CEMAC (2004-2009)

	2004			2005			2006			2007			2008			2009		
	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC	Taux de couverture	Contribution au taux de couverture de la CEMAC	Contribution à la variation du taux de couverture de la CEMAC
Cameroun	51,9%	19,9%	-2,4%	67,4%	16,5%	-3,3%	70,1%	13,1%	-3,4%	73,0%	12,3%	-0,8%	74,8%	11,6%	-0,7%	77,7%	11,4%	-0,2%
Centrafrique	85,6%	3,8%	-1,0%	80,8%	2,6%	-1,2%	79,7%	1,9%	-0,7%	86,4%	1,8%	-0,1%	91,7%	1,7%	0,0%	93,3%	1,7%	0,0%
Congo	29,3%	3,4%	1,3%	71,7%	12,3%	8,9%	83,9%	16,9%	4,6%	87,3%	15,6%	-1,3%	91,5%	17,8%	2,2%	94,7%	20,1%	2,3%
Gabon	61,8%	11,1%	3,2%	74,8%	11,7%	0,6%	86,4%	11,8%	0,2%	93,1%	13,7%	1,9%	99,3%	14,8%	1,1%	101,1%	15,4%	0,6%
Guinée Equatoriale	100,2%	21,0%	13,3%	100,2%	34,1%	13,1%	100,1%	40,3%	6,2%	100,1%	44,3%	4,0%	100,1%	44,3%	0,0%	100,1%	43,2%	-1,1%
Tchad	71,4%	5,4%	-1,1%	63,5%	4,0%	-1,4%	62,0%	3,1%	-0,9%	68,4%	3,0%	-0,1%	75,7%	3,1%	0,1%	88,6%	3,6%	0,5%
Services Centraux	...	9,2%	-4,5%	...	5,4%	-3,8%	...	3,8%	-1,6%	...	3,1%	-0,7%	...	2,6%	-0,4%	...	2,4%	-0,2%
CEMAC	73,8%	8,8%		86,6%	12,8%		90,9%	4,3%		93,8%	2,8%		96,0%	2,2%		97,7%	1,8%	

Source : BEAC